

Le Qatar prépare un projet de loi interdisant le blasphème même dans les pays non musulmans...

écrit par Christine Tasin | 9 octobre 2013



Les pays arabes préparent un projet de loi contre la diffamation des religions qui leur permettra de poursuivre les contrevenants même s'ils résident à l'étranger.

Présenté par le Qatar, le projet de loi est actuellement examiné par les délégués de plusieurs pays membres de la Ligue arabe. Toutes les formes de diffamation, de dérision ou de dénigrement des religions et des prophètes constitueraient des crimes.

«La principale caractéristique du projet de loi est d'accorder à chaque État le droit de traduire en justice ceux qui insultent et méprisent les religions même s'ils résident à l'étranger», a déclaré Ebrahim Mousa Al Hitmi, secrétaire adjoint pour les affaires juridiques au ministère de la Justice du Qatar, rapportait mercredi le quotidien arabe local Al Arab.

Lire la suite sur [Poste de Veille](#).

Ci-joint la source, le journal Qatari [gulfnews oct 02 2013](#)
Merci à Mandalay qui l'a envoyée et qui a tiré la sonnette d'alarme.

Bien évidemment cela semble aberrant et impensable. Cela reprend les tentatives de l'OIC (57 pays qui constituent l'Organisation de la Conférence Islamique), via le processus dit « d'Istanbul » de faire interdire à l'échelle de la planète la critique des religions (et personne n'est dupe, sous le masque de la défense des religions, c'est bien d'Islam qu'il est question). Cela avait échoué puisqu'au printemps 2012 l'ONU avait refusé à une grande majorité de ratifier la proposition de l'OIC.

Qu'à cela ne tienne, les pays arabes, avec à leur tête le Qatar, en remettent une couche.

Comment peuvent-ils imaginer imposer cela à toute la planète ?

Cela semble impossible mais... quand on sait le nombre de dhimmis, quand on sait l'importance des pétro-dollars, quand on sait que le Qatar est présent dans une bonne partie des entreprises du Qatari... on ne peut que frémir.

Et on ne peut qu'appeler de tous ses vœux au réveil des Français et à des élections qui, dès 2014, changent le rapport de force.

La laïcité est chaque jour davantage en danger, la liberté d'expression est chaque jour en danger.

Christine Tasin